



Commerce des services

TADJIKISTAN

LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN: LISTE DES EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II DE L'AGCS (NPF)

Secteur ou sous-secteur des services	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II de l'AGCS	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée de validité	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Établissement de l'Union économique commune aux fins de réunir les conditions de la libération de l'offre de services et de faciliter la poursuite de l'intégration économique des pays participants.	Tous les pays de la CEI avec lesquels l'Accord prend effet.	Indéterminée	Accord du 15 avril 1994 sur l'établissement d'une zone de libre-échange sur le territoire des pays de la CEI.
	Établissement de l'Espace économique commun dans le but de renforcer les échanges mutuels de services et l'intégration économique des pays participants.	République du Kazakhstan, Fédération de Russie, Bélarus, République kirghize, République du Tadjikistan.	Indéterminée	Accord du 20 janvier 1995 sur l'établissement de l'Union douanière. Accord du 26 février 1999 sur l'Union douanière et sur l'Espace économique commun. Accord du 10 octobre 2000 sur l'établissement de la Communauté économique euro-asiatique.
	Renforcement des relations intégrées entre les pays d'Asie centrale, consolidation de leur union économique et création d'un espace économique régional qui fonctionne effectivement.	République du Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, République du Tadjikistan.	Indéterminée	Accord du 30 mars 1994 sur l'établissement d'un Espace économique commun.
	Établissement d'un marché commun des services, libéralisation mutuelle du fonctionnement des secteurs prioritaires dans les domaines économique et social.	République du Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, République du Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Afghanistan, Pakistan, Azerbaïdjan, Iran.	Indéterminée	Mise à jour de la Charte de l'Union économique – Accord d'Izmir du 14 septembre 1996, Izmir (Turquie). Cet accord a été ratifié par la République du Tadjikistan le 21 mai 1998.
Services audiovisuels	Mesures concernant la radiodiffusion et autres formes similaires de transmission d'œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, satisfaisant aux critères de l'origine et autres critères fixés par les accords pertinents.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel.
Services audiovisuels	Mesures reposant sur des accords de coproduction plurilatéraux et intergouvernementaux qui confèrent un traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, y compris en ce qui concerne les subventions à la production et la distribution.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel.
Services audiovisuels	Mesures permettant que des œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, et les fournisseurs de telles œuvres satisfaisant à certains critères d'origine bénéficient de programmes de soutien.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel.

Secteur ou sous-secteur des services	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II de l'AGCS	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée de validité	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous secteurs	Mesures accordant un traitement national aux services et aux fournisseurs de services dans le cadre d'accords bilatéraux sur l'investissement et le commerce.	Parties à des accords bilatéraux avec la République du Tadjikistan entrés en vigueur avant la date d'accession.	Durée des accords bilatéraux	L'objectif est de promouvoir l'investissement et le développement dans la République du Tadjikistan.